



## Un quatrième trimestre dynamique pour l'emploi et la masse salariale en Ile-de-France

Au 4<sup>e</sup> trimestre<sup>(1)</sup>, l'emploi salarié privé en Ile-de-France affiche une hausse trimestrielle de 0,5 %, grâce à tous les grands secteurs. Sur un an, la progression de l'emploi atteint 1,5 % ; elle est en grande partie à mettre au crédit de l'intérim, de l'informatique et des activités de conseil. Dans le même temps, la masse salariale affiche une forte dynamique.

(1) : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents.

### CHIFFRES CLÉS

**+ 0,5 %**

de hausse trimestrielle de l'emploi en Ile-de-France.

**69 400 emplois**  
créés sur un an dans la région.

### La croissance de l'emploi francilien accélère ce trimestre

Près de 21 700 emplois ont été créés durant ces trois mois (+ 0,5 % par rapport au trimestre précédent). Le rythme de croissance s'accélère ce trimestre (après + 0,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre). Le tertiaire hors intérim (+ 0,5 %), la construction (+ 0,7 %) et l'industrie (+ 0,3 %) affichent des gains d'emplois alors qu'à contrario, l'intérim (- 0,9 %) semble déjà réagir à la dégradation du climat économique en détruisant de l'emploi ce trimestre. L'emploi francilien progresse une nouvelle fois plus solidement que l'emploi national au cours de ce trimestre (+ 0,3 %). Signalons que les créations d'emplois du 3<sup>e</sup> trimestre ont été révisées à la hausse, soit + 19 700 emplois contre + 17 400 en données provisoires.

### L'emploi privé en hausse significative sur un an

Malgré le ralentissement de la croissance des effectifs en début d'année 2018, le niveau d'emploi francilien affiche une croissance annuelle de 69 400 salariés (+ 1,5 % sur un an).

Carte : **emploi salarié et salaire moyen par tête par département en glissement annuel (GA)**

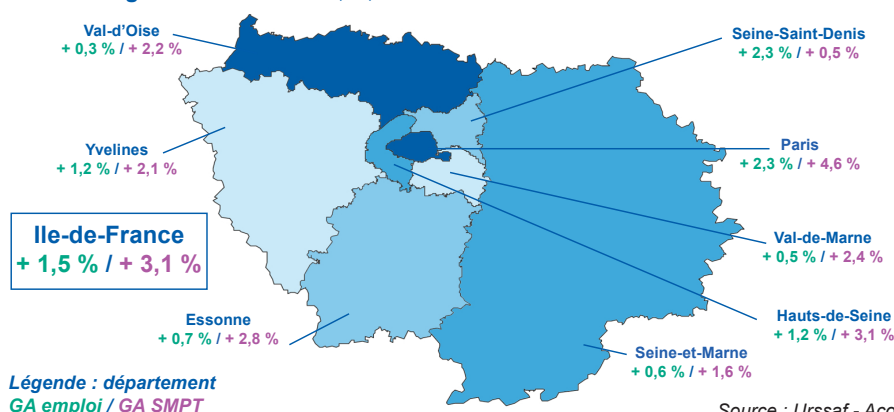


Tableau 1 : **masse salariale et emploi salarié du secteur privé**

	En niveau 4 <sup>e</sup> T 2018	Glissement annuel			
		4 <sup>e</sup> T 2018	4 <sup>e</sup> T 2017	4 <sup>e</sup> T 2016	4 <sup>e</sup> T 2015
Ile-de-France					
Masse salariale (en millions d'euros)	48 605	+ 4,7 %	+ 4,0 %	+ 2,4 %	+ 2,6 %
Emploi (en milliers)	4 762	+ 1,5 %	+ 2,2 %	+ 1,5 %	+ 0,8 %
Salaire moyen par tête mensuel (en Euros)	3 408	+ 3,1 %	+ 1,9 %	+ 1,0 %	+ 1,9 %
France entière					
Masse salariale (en millions d'euros)	146 664	+ 3,5 %	+ 3,9 %	+ 2,4 %	+ 2,2 %
Emploi (en milliers)	18 503	+ 0,9 %	+ 2,0 %	+ 1,4 %	+ 0,7 %
Salaire moyen par tête mensuel (en Euros)	2 644	+ 2,3 %	+ 2,1 %	+ 1,1 %	+ 1,7 %

Source : Urssaf - Acooss

**AVERTISSEMENT** : le champ et les sources de l'intérim (Dares) ont évolué. Plus d'informations dans l'Acooss Stats 269 disponible sur [www.acoss.fr](http://www.acoss.fr). De plus, la mise en oeuvre de la déclaration sociale nominative (DSN) progressive, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourraient conduire à des révisions plus importantes durant la phase de montée en charge.

Tableau 2 : évolution de l'emploi salarié par secteur détaillé d'activité

Nace 38	Secteurs	Niveau trimestriel (en milliers)	Glissement annuel			
		4 <sup>e</sup> T 2018	4 <sup>e</sup> T 2018	4 <sup>e</sup> T 2017	4 <sup>e</sup> T 2016	4 <sup>e</sup> T 2015
BZ	Industries extractives	2,4	+ 1,4 %	+ 3,0 %	- 3,6 %	- 3,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	49,8	+ 0,1 %	+ 1,8 %	+ 1,6 %	+ 2,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	17,2	- 0,9 %	+ 3,0 %	- 0,8 %	- 4,4 %
CC	Bois et papier	14,0	- 5,2 %	- 4,3 %	- 5,3 %	- 6,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1,6	- 5,9 %	- 0,9 %	- 1,7 %	- 4,6 %
CE	Industrie chimique	25,0	+ 3,3 %	- 1,7 %	- 4,6 %	+ 0,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	16,2	- 2,3 %	- 2,1 %	- 1,7 %	- 3,0 %
CG	Industrie des plastiques, produits non minéraux	18,1	- 0,6 %	- 0,3 %	- 1,3 %	- 3,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	24,6	- 2,4 %	- 0,4 %	- 2,5 %	- 3,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	36,2	+ 0,1 %	+ 1,5 %	- 0,2 %	- 2,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	12,1	- 2,6 %	- 0,7 %	- 3,7 %	- 0,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	15,1	- 1,8 %	- 1,8 %	- 2,5 %	- 2,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	70,6	- 0,9 %	- 0,6 %	- 1,0 %	- 1,5 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	40,9	+ 0,0 %	- 0,3 %	- 0,1 %	- 1,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	41,6	- 0,6 %	- 3,2 %	- 1,4 %	- 1,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	29,5	+ 2,9 %	+ 0,8 %	- 1,0 %	+ 0,1 %
FZ	Construction	305,1	+ 3,5 %	+ 3,9 %	+ 1,1 %	- 0,7 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	708,3	+ 0,1 %	+ 0,6 %	+ 0,8 %	+ 0,7 %
HZ	Transports et entreposage	378,1	+ 1,0 %	+ 0,9 %	+ 0,3 %	+ 0,5 %
IZ	Hébergement et restauration	322,3	+ 2,1 %	+ 4,0 %	+ 3,3 %	+ 1,3 %
JA	Édition et Audiovisuel	131,6	+ 0,1 %	- 2,1 %	- 0,1 %	- 0,4 %
JB	Télécommunications	53,2	+ 2,2 %	- 0,7 %	+ 0,4 %	- 2,4 %
JC	Activités informatiques	227,3	+ 6,7 %	+ 6,3 %	+ 3,9 %	+ 2,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	313,4	+ 0,8 %	+ 0,4 %	+ 0,8 %	- 0,3 %
LZ	Activités immobilières	78,1	+ 0,4 %	+ 0,1 %	- 1,5 %	+ 0,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	422,0	+ 3,3 %	+ 3,7 %	+ 3,1 %	+ 2,4 %
MB	Recherche et développement	41,1	+ 2,5 %	+ 1,1 %	- 0,2 %	+ 2,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	91,5	+ 0,8 %	+ 1,9 %	+ 2,3 %	- 0,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	610,9	+ 1,9 %	+ 6,3 %	+ 3,3 %	+ 3,1 %
OZ	Administration publique	41,6	- 3,6 %	- 1,2 %	- 1,8 %	- 0,2 %
PZ	Enseignement	91,7	+ 2,7 %	+ 1,7 %	+ 2,4 %	+ 0,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	106,4	+ 0,9 %	+ 0,8 %	+ 1,7 %	+ 1,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	204,9	+ 1,8 %	+ 3,2 %	+ 4,6 %	+ 0,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	90,4	- 0,5 %	+ 1,1 %	+ 1,5 %	+ 1,8 %
SZ	Autres activités de services	129,5	- 0,2 %	+ 0,7 %	+ 0,4 %	+ 0,6 %
	Industrie	414,9	- 0,4 %	- 0,4 %	- 1,3 %	- 1,4 %
	Construction	305,1	+ 3,5 %	+ 3,9 %	+ 1,1 %	- 0,7 %
	Tertiaire	4 042,1	+ 1,5 %	+ 1,9 %	+ 1,6 %	+ 1,0 %
	dont Tertiaire hors intérim	3 911,2	+ 1,5 %	+ 2,4 %	+ 1,9 %	+ 1,1 %
	Intérim	130,8	+ 2,5 %	+18,7 %	+11,3 %	+ 8,3 %

Source : Urssaf - Acof

Cette augmentation s'explique par des hausses trimestrielles de l'emploi comprises entre +0,3 % et +0,5 % sur les quatre trimestres de l'année. Depuis le début de l'année 2015, l'économie francilienne crée des emplois de manière significative. De fait, le nombre de salariés du secteur privé atteint un nouveau record en Ile-de-France depuis le début de la série (soit l'année 1997). Dans le même temps, l'emploi national augmente à un rythme légèrement moins soutenu (soit +0,9 % sur un an).

### Une nouvelle hausse dynamique de la masse salariale

La masse salariale progresse de 4,0 % sur un an cumulé (+4,7 % pour le seul 4<sup>e</sup> trimestre), soit une progression plus importante que celle observée au plan national (+3,5 %). La croissance de la masse salariale, très dynamique depuis début 2017, affiche ainsi huit trimestres avec une hausse supérieure à 3,0 %. Sur un an, sa progression découle néanmoins aussi bien d'un effet salaire que d'un effet emploi.

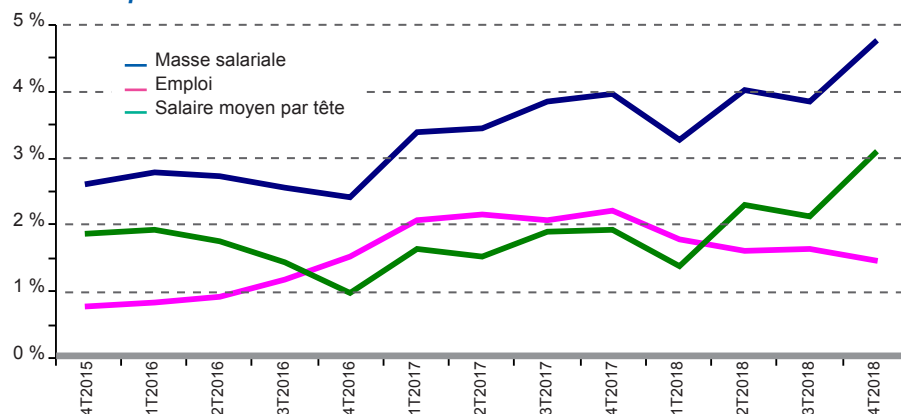
En conséquence, la croissance du SMPT (salaire moyen par tête) est dynamique (+3,1 % sur un an contre +2,1 % à fin septembre 2018). Cette hausse est néanmoins concentrée sur Paris et les Hauts-de-Seine et concerne certainement les salaires les plus élevés. Le SMPT croît de façon moins soutenue au niveau national (+2,3 %). Le SMPT francilien s'établit à 3 408 €, soit un niveau supérieur de 28,9 % au salaire moyen national.

### Les créations d'emplois dans le tertiaire conservent leur rythme

Le tertiaire hors intérim continue de gagner des emplois ce trimestre (+0,5 %). Sur un an, le gain demeure important avec une progression de 1,5 %, soit 57 800 emplois créés. Les activités informatiques et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (tableau 2) demeurent les moteurs de l'emploi francilien.

Les conséquences des manifestations des gilets-jaunes ne semblent pas avoir influencé l'emploi francilien ; signalons

Graphique : masse salariale, emploi salarié et salaire moyen par tête du secteur privé



Source : Urssaf - Acoiss

néanmoins la stagnation ce trimestre du commerce (+0,1 %) et le repli dans l'hébergement (-0,5 %) alors que le nombre de salariés de la restauration augmente légèrement (+0,4 %).

Parallèlement, l'intérim met fin à dix trimestres de croissance avec un repli trimestriel de 0,9 %. L'inversion de la dynamique de l'intérim semble réagir au tassement de la croissance économique européenne et aux perspectives peu encourageantes pour l'année 2019. Le secteur demeure néanmoins au-dessus de la barre symbolique des 130 000 emplois franciliens.

### Nouvelle hausse des postes dans la construction

Ce trimestre, l'emploi salarié croît de 0,7 % dans la construction. Sur un an, la hausse du nombre de salariés demeure importante (+3,5 %) et traduit bien que l'emploi profite des investissements publics et privés réalisés notamment dans le cadre du projet du Grand Paris Express. Le secteur signe ainsi sa deuxième année de forte progression avec une hausse trimestrielle des effectifs supérieure à 0,7 %.

### Répit pour l'emploi industriel

Alors que le secteur n'avait pas gagné d'effectifs depuis de nombreux trimestres, cette série prend fin. En effet, les chiffres provisoires de l'emploi dans l'industrie ressortent en hausse de 0,3 %

au 4<sup>e</sup> trimestre (contre une baisse de 0,3 % le trimestre précédent). Sur un an, les effectifs se contractent néanmoins de 0,4 %. Peu de secteurs affichent une augmentation significative du nombre de leurs salariés sur un an : l'industrie chimique et la production et distribution d'eau, gestion des déchets (Tableau 2). À l'inverse, la branche bois et papier ainsi que la métallurgie chutent nettement.

Tableau 4 : emploi salarié et salaire moyen par tête (SMPT) par département

	4 <sup>e</sup> T 2018	
	Emploi (en milliers)	SMPT (en Euros)
75 - Paris	1 474	3 675
77 - Seine-et-Marne	372	2 525
78 - Yvelines	414	3 185
91 - Essonne	359	2 939
92 - Hauts-de-Seine	944	4 305
93 - Seine-St-Denis	503	2 985
94 - Val-de-Marne	402	2 905
95 - Val-d'Oise	294	2 608
<b>National</b>	<b>18 503</b>	<b>2 644</b>

Source : Urssaf - Acoiss

### Bonne dynamique de l'emploi à Paris et en Seine-Saint-Denis

L'emploi évolue de façon significative dans un département francilien sur deux par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2018. Paris affiche une forte croissance trimestrielle (+0,8 %). Les Yvelines et les Hauts-de-Seine sont également en hausse (+0,4 %). À l'inverse, le département de Seine-et-Marne stagne.

Sur un an, les départements de Paris et de la Seine-Saint-Denis (+2,3 %) enregistrent les plus fortes progressions de l'emploi. La hausse est supérieure à 0,5 % pour tous les départements sauf le Val-d'Oise (+0,3 %).

Dans les quatre départements centraux de la métropole du Grand Paris, l'emploi progresse ainsi de 1,8 % sur un an, soit un niveau supérieur à la moyenne régionale.

Tableau 3 : évolution du salaire moyen par tête par secteur d'activité

	SMPT (en euros)	Glissement annuel			
		4 <sup>e</sup> T 2018	4 <sup>e</sup> T 2017	4 <sup>e</sup> T 2016	4 <sup>e</sup> T 2015
Industrie	4 247,7	+ 3,0 %	+ 1,4 %	+ 1,7 %	+ 1,8 %
Construction	2 627,5	+ 1,2 %	+ 2,0 %	+ 0,9 %	+ 1,4 %
Tertiaire	3 383,0	+ 3,4 %	+ 1,9 %	+ 1,0 %	+ 1,9 %
Dont tertiaire hors interim	3 416,1	+ 3,4 %	+ 2,2 %	+ 1,1 %	+ 2,0 %
<b>Total Ile-de-France</b>	<b>3 407,7</b>	<b>+ 3,1 %</b>	<b>+ 1,9 %</b>	<b>+ 1,0 %</b>	<b>+ 1,9 %</b>

Source : Urssaf - Acoiss

Tableau 5 : évolution de la masse salariale par secteur d'activité

Nace 38	Secteurs	Niveau trimestriel (en millions d'€)	Glissement annuel			
		4 <sup>e</sup> T 2018	4 <sup>e</sup> T 2018	4 <sup>e</sup> T 2017	4 <sup>e</sup> T 2016	4 <sup>e</sup> T 2015
BZ	Industries extractives	35,6	+ 5,6 %	+ 5,5 %	+ 1,4 %	- 4,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	393,4	+ 1,8 %	+ 2,9 %	+ 1,7 %	+ 4,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	182,0	+ 3,9 %	+ 5,4 %	+ 1,1 %	+ 0,2 %
CC	Bois et papier	143,4	- 3,5 %	- 2,0 %	- 12,5 %	+ 1,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	25,1	- 11,8 %	+ 10,2 %	- 0,6 %	- 0,7 %
CE	Industrie chimique	377,2	+ 4,9 %	- 0,5 %	- 4,8 %	+ 2,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	263,0	- 0,6 %	+ 2,6 %	- 2,4 %	- 4,6 %
CG	Industrie des plastiques, produits non minéraux	215,6	- 0,1 %	+ 2,2 %	- 0,4 %	- 0,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	261,5	+ 1,0 %	- 1,1 %	+ 2,7 %	- 2,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	557,9	+ 5,0 %	+ 2,6 %	+ 2,3 %	- 0,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	177,7	+ 1,7 %	+ 2,7 %	- 1,4 %	+ 1,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	193,4	+ 0,4 %	- 3,3 %	+ 2,3 %	- 2,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1 054,0	+ 2,1 %	+ 0,9 %	+ 1,4 %	- 0,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	472,7	+ 2,6 %	+ 1,9 %	+ 0,3 %	+ 1,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	659,2	+ 2,7 %	- 2,3 %	+ 3,5 %	+ 1,2 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	266,0	+ 6,2 %	+ 1,2 %	- 0,9 %	+ 2,3 %
FZ	Construction	2 395,9	+ 5,1 %	+ 5,5 %	+ 1,7 %	+ 0,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	6 690,1	+ 3,1 %	+ 2,5 %	+ 2,5 %	+ 2,3 %
HZ	Transports et entreposage	3 563,3	+ 4,5 %	+ 2,0 %	+ 0,8 %	+ 1,7 %
IZ	Hébergement et restauration	1 907,5	+ 5,8 %	+ 5,1 %	+ 2,1 %	+ 2,2 %
JA	Édition et Audiovisuel	1 904,1	+ 3,4 %	+ 2,7 %	+ 2,6 %	+ 2,8 %
JB	Télécommunications	726,0	- 5,3 %	+ 11,0 %	- 2,5 %	- 2,7 %
JC	Activités informatiques	3 189,8	+ 10,8 %	+ 8,1 %	+ 5,3 %	+ 5,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	5 312,6	+ 3,7 %	+ 3,1 %	+ 3,2 %	+ 3,0 %
LZ	Activités immobilières	818,9	+ 5,5 %	+ 3,9 %	+ 2,5 %	+ 3,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6 425,5	+ 8,8 %	+ 5,9 %	+ 3,4 %	+ 4,9 %
MB	Recherche et développement	584,8	+ 6,0 %	+ 2,1 %	+ 0,1 %	+ 4,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1 095,0	+ 4,4 %	+ 4,6 %	+ 4,1 %	+ 3,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	4 070,7	+ 5,5 %	+ 6,6 %	+ 4,7 %	+ 4,6 %
OZ	Administration publique	397,9	- 2,2 %	- 0,5 %	- 2,0 %	+ 1,2 %
PZ	Enseignement	632,1	+ 5,8 %	+ 2,7 %	+ 1,8 %	+ 0,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	825,9	+ 4,2 %	+ 3,2 %	+ 2,3 %	+ 3,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	1 133,2	+ 3,3 %	+ 4,2 %	+ 3,6 %	+ 2,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	753,7	+ 3,3 %	+ 6,3 %	+ 1,2 %	+ 4,6 %
SZ	Autres activités de services	900,4	+ 0,8 %	+ 2,1 %	- 1,1 %	+ 0,7 %
	Industrie	5 277,9	+ 2,4 %	+ 0,9 %	+ 0,3 %	+ 0,3 %
	Construction	2 395,9	+ 5,1 %	+ 5,5 %	+ 1,7 %	+ 0,5 %
	Tertiaire	40 931,6	+ 5,0 %	+ 4,1 %	+ 2,6 %	+ 3,0 %
	dont Tertiaire hors intérim	39 985,0	+ 5,0 %	+ 4,3 %	+ 2,7 %	+ 3,1 %
	Intérim	946,5	+ 6,9 %	+ 13,0 %	+ 11,3 %	+ 6,6 %

Source : Urssaf - Acooss

## Sources et méthodologie

**Le champ de la publication** couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture. Le champ Urssaf est très proche de celui de l'Insee, qui inclut l'emploi à domicile.

**Les effectifs salariés et la masse salariale** sont issus, depuis mars 2015, des déclarations sociales nominatives (DSN) qui se substituent progressivement aux bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC). Les effectifs y sont en principe déclarés pour chaque établissement suivant la même définition que dans les BRC. Les DSN sont mensuelles.

**La masse salariale** (assiette déplafonnée) désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, déclarés au titre de la période d'emploi étudiée.

**L'effectif salarié** est mesuré en fin de trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acooss).

**Les données sont provisoires pour le trimestre étudié** et sont désaisonnalisées (CVS) pour corriger notamment l'impact des versements de primes et les fluctuations saisonnières de l'emploi. Pour ces raisons, les données peuvent être légèrement révisées sur les périodes antérieures, essentiellement sur le trimestre précédent.

**Le salaire moyen par tête** (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre ; il est divisé par trois pour obtenir une grandeur mensuelle. Les évolutions trimestrielles (ou glissements trimestriels) comparent les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. Les évolutions annuelles (ou

glissements annuels) comparent les données du trimestre avec celles du même trimestre de l'année précédente.

**Les séries trimestrielles** de l'emploi produites nationalement par l'Acooss sont labellisées par l'Autorité de la statistique publique.

L'ensemble des publications statistiques de l'Acooss, certaines des Urssaf, ainsi que diverses séries de données, sont mises à disposition sur [www.acooss.fr](http://www.acooss.fr).

Numéro ISSN : 2273-6689

Directeur de la publication :

Didier Malric

Rédacteurs :

Matthieu Goussot, Serge Mercier

Contact (département Statistiques) :

[stats.idf@urssaf.fr](mailto:stats.idf@urssaf.fr)

[www.blog.paris.urssaf.fr](http://www.blog.paris.urssaf.fr)